

Paris, le 1^{er} octobre 2018

Monsieur le Président de la
République
Palais de l'Elysée

55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Monsieur le Président,

Voulez-vous qu'on associe votre nom à la destruction de l'enseignement professionnel ?

Voulez-vous que les lycées professionnels, vidés de tout ce qui peut ressembler à un enseignement digne de ce nom, deviennent un nouveau territoire perdu de notre République ?

Voulez-vous que les professeurs qui y exercent n'aient plus le choix qu'entre le suicide, les congés maladie ou la démission pour échapper à l'enfer que votre réforme leur prépare ?

Nous en avons assez ! Nous ne pouvons plus supporter les effets de ces politiques qui trompent l'opinion au moyen d'une communication habile alors qu'elles jettent dans le désespoir toute une profession qu'on méprise et à laquelle on ne juge même pas utile de demander son avis.

Au nom de tous les professeurs de lycée professionnel, mais aussi de tous les jeunes qui seront victimes de cette énième réforme insensée, nous vous interpellons et vous demandons solennellement de renoncer à un projet destructeur, contraire aux mesures de bon sens que nous étions en droit d'espérer.

Action & Démocratie, le syndicat de l'éducation de la CFE-CGC, n'a nul besoin d'apposer son logo au bas d'une lettre intersyndicale, qui plus est la veille d'élections professionnelles décisives, pour justifier son expertise dans le domaine de l'enseignement professionnel. Conformément aux exigences portées par notre dénomination, nous avons consultés récemment l'ensemble de la profession, soit 54000 PLP, dont près de 13000 ont pris la peine de répondre à notre enquête en nous délivrant un message très clair.

Les PLP considèrent que les conditions d'exercice de leur métier d'enseignant se sont très fortement dégradées et font l'objet d'un silence scandaleux, quand il ne s'agit pas d'un déni, de la part des autorités. Le temps dévolu à l'enseignement lui-même est de plus en plus réduit, au profit de tâches administratives, d'un contrôle en cours de formation et d'évaluations de seconde aussi chronophages que dévalués ! La violence au sein de ces établissements ne cesse de s'aggraver sans que les personnels qui y sont quotidiennement exposés ne se sentent soutenus par une hiérarchie qui les abandonne et entretient l'omerta. Les PLP sont enfin unanimes à considérer que le raccourcissement de la durée des études en CAP aussi bien qu'en BAC PRO fut une absurdité sur laquelle il fallait revenir, comme il faut revenir sur les modalités de recrutement des élèves si l'on veut rétablir l'attractivité de cette voie indispensable, chose que proclament tous les gouvernements

tout en prenant des mesures qui produisent systématiquement le contraire et finissent par mettre l'ensemble de la voie professionnelle dans une impasse.

Monsieur le Président, nous tenons à votre disposition, à celle du Premier Ministre ainsi que du Ministre de l'Education Nationale, les résultats de cette enquête dont les propositions que vous nous présentez prennent exactement le contrepied !

Alors qu'il fallait donner plus de lisibilité à la formation en l'articulant d'emblée aux métiers choisis, vous proposez de les regrouper en familles de métiers, ce qui conduit à imposer aux élèves une indétermination qui va à l'encontre de leur motivation, eux qui se sont tournés vers cette voie justement pour apprendre le métier qui les attirait.

Alors qu'il fallait conforter l'enseignement général auquel ces élèves ont droit et par lequel ils peuvent envisager une poursuite d'études, vous en diminuez l'horaire dans de telles proportions qu'il devient anecdotique et insignifiant, pour ne pas dire décoratif !

Alors qu'il fallait rétablir un horaire décent pour les enseignements proprement dit, parce qu'ils sont au cœur de toute formation scolaire digne de ce nom, vous inventez des heures de rien dont l'utilité est inversement proportionnelle à la prétention véhiculée par leur grotesque dénomination d'heures de « co-intervention » !

Alors qu'il fallait renforcer *l'enseignement* professionnel ainsi que l'horaire des arts appliqués, vous les diluez dans la réalisation d'un improbable « chef d'œuvre » qui, transposant les modalités de la formation en apprentissage à l'enseignement professionnel, en nie la nature, la progressivité et les exigences particulières, tant il est évident que la réalisation d'une pièce ne saurait se passer de l'acquisition des bases elles-mêmes à laquelle justement l'enseignement est consacré !

Monsieur le Président, votre réforme de la voie professionnelle ne règle aucune des difficultés que les professeurs de terrain sont les mieux placés pour connaître, et ne fera que les aggraver. Pire : vous osez la présenter devant l'opinion publique comme une réforme destinée à revaloriser cette voie en la payant de mots, mais vous renoncez à apporter des réponses aux seules revendications sensées des personnels afin de la sauver.

Ces revendications ne seront satisfaites que par deux séries de mesures :

1/ Porter la durée des études en lycée professionnel de trois à quatre ans (et porter à trois ans celle du CAP) afin de rétablir les conditions d'une formation digne de ce nom et qui ne sacrifie ni l'excellence professionnelle dont la société et les entreprises ont besoin, ni la formation générale que la République doit à tous ses citoyens. Aligner la durée de la formation dans la voie professionnelle sur celle de la voie générale et technologique est une hérésie à laquelle il est urgent de mettre fin.

2/ Rendre aux professeurs des lycées professionnels la main sur le recrutement et ne pas se servir du lycée professionnel comme antichambre de Pôle Emploi, de la prison ou de l'hôpital psychiatrique ! Il faut rompre avec l'omerta en ce domaine et mettre fin aux quotas de jeunes désœuvrés, sans la moindre motivation, souvent issus d'un même quartier, qu'on impose à nos lycées professionnels et qui les transforment en annexe de la cage d'escalier ou de la cour d'immeuble où ils font régner l'insécurité ! Oui Monsieur le Président, il n'y a pas que les policiers ou les pompiers qui ont peur de pénétrer dans certains endroits, il y a aussi des professeurs ! Et lorsque des professeurs vont travailler en craignant pour leur propre sécurité, on peut difficilement continuer à utiliser le mot « lycée » pour désigner leur lieu de travail, ni le mot « enseigner » pour décrire leur métier !

Vous le voyez Monsieur le Président, nous ne pratiquons pas la langue de bois et nous ne sommes pas non plus totalement résignés. Action & Démocratie, le syndicat de l'éducation de la CFE-CGC, ne votera pas en faveur d'une réforme qui, en l'état, affaiblit l'enseignement et détériore le lycée professionnel tout en continuant à ignorer les difficultés dont il est le théâtre. Nous le dirons en ces termes lors de la prochaine séance du Conseil supérieur de l'éducation consacrée à l'examen de ces textes, le 10 octobre. Et si une fois de plus vous passez outre, comme vous l'avez fait avec la réforme du baccalauréat général, c'est vous et vous seul qui devrez assumer la lourde responsabilité de la destruction d'un outil si indispensable à toute une partie de la jeunesse qui, faute qu'on lui ait permis d'obtenir une qualification véritable, risque d'être vouée aux « petits boulots », à l'assistantat, au désœuvrement et, pour finir, à la violence !

Par ce témoignage, nous vous alertons autant que nous vous exprimons notre colère mais nous voulons aussi vous assurer, si l'on se décide enfin à nous écouter, de notre capacité à faire des propositions et à nous retrousser les manches, à condition que les pouvoirs publics, enfin conscients des enjeux et des besoins, acceptent de remettre la politique éducative de la nation sur la voie du bon sens.

C'est avec cet espoir que nous vous adressons, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération et de notre indéfectible attachement à l'école républicaine.

Pour Action & Démocratie

Walter CECCARONI

Président National